REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION (> 3500 hab) - CA DE CERGY PONTOISE (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE BUDGET PRINCIPAL (2)

Numéro SIRET: 24950010900080

POSTE COMPTABLE : CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES CERGY COLLECTIVITES

M. 14
Budget annexe – Opérations et services assujettis à la TVA

Budget primitif voté par nature

BUDGET ANNEXE: BUDGET RESTAURATION COLLECTIVE (3)

ANNEE 2019

⁽¹⁾ Indiquer la nature juridique et le nom de l'établissement.

⁽²⁾ Indiquer le nom de la collectivité ou de l'établissement auquel est rattaché le budget annexe.

⁽³⁾ Indiquer le libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Vote du budget	
A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses	3
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes	5
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses	6
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes	7
II - Annexes	
A - Eléments du bilan	
A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie	Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette	Sans Objet
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux	Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours	Sans Objet
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture	Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme	Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Autres dettes	Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements	9
A3 - Etat des provisions	Sans Objet
A4 - Etalement des provisions	Sans Objet
A5.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses	10
A5.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes	11
A6.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1)	Sans Objet
A6.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1)	Sans Objet
A6.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (2)	Sans Objet
A6.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (2)	Sans Objet
A7 - Etat des charges transférées	Sans Objet
A8 - Détail des opérations pour le compte de tiers	Sans Objet
B - Engagements hors bilan	
B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (3)	Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt	Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail	Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé	Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés	Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus	Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (4)	Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1 - Etat du personnel	13
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4)	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes

Sans Objet

D2 - Arrêté et signatures

Sans Objet

Sans Objet

Sans Objet

Sans Objet

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

C3.2 - Liste des établissements publics créés

C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe

C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe

⁽²⁾ Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

⁽³⁾ Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

⁽⁴⁾ Si l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

VOTE DU BUDGET	I
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES	A1

Chap / Art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	273 111,00	260 640,00	260 640,00
60623	Alimentation	210 000,00	200 000,00	200 000,00
60631	Fournitures d'entretien	9 500,00	9 500,00	9 500,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 000,00	4 150,00	4 150,00
6068	Autres matières et fournitures	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6135	Locations mobilières	4 000,00	4 000,00	4 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	6 500,00	6 500,00	6 500,00
6156	Maintenance	6 500,00	6 500,00	6 500,00
6184	Versements à des organismes de formation	3 000,00	7 153,00	7 153,00
6226	Honoraires	6 500,00	5 950,00	5 950,00
6231	Annonces et insertions	1 000,00	0,00	0,00
6256	Missions	50,00	50,00	50,00
627	Services bancaires et assimilés	1 200,00	1 200,00	1 200,00
62871	Remb. frais à la collectivité de rattach	0,00	12 637,00	12 637,00
62872	Remb. frais au budget annexe	17 861,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	1 500,00	1 500,00	1 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	228 408,00	244 260,00	244 260,00
6331	Versement de transport	2 740,00	3 040,00	3 040,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	680,00	750,00	750,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 260,00	1 460,00	1 460,00
64111	Rémunération principale titulaires	86 188,00	77 840,00	77 840,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 420,00	3 500,00	3 500,00
64118	Autres indemnités titulaires	23 970,00	25 940,00	25 940,00
64131	Rémunérations non tit.	24 250,00	46 700,00	46 700,00
64138	Autres indemnités non tit.	9 550,00	17 360,00	17 360,00
64168	Autres emplois d'insertion	17 920,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	25 070,00	32 630,00	32 630,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	29 540,00	30 840,00	30 840,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 020,00	3 200,00	3 200,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	600,00	800,00	800,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	200,00	200,00	200,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	100,00	100,00	100,00
678	Autres charges exceptionnelles	100,00	100,00	100,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
1	TOTAL DES DEPENSES REELLES	501 619,00	505 000,00	505 000,00
023	Virement à la section d'investissement	28 475,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5) (6) (7)	1 525,00	5 000,00	5 000,00
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	1 525,00	5 000,00	5 000,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	30 000,00	5 000,00	5 000,00
	PENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE otal des dépenses réelles et d'ordre)	531 619,00	510 000,00	510 000,00
				+
		RESTES	A REALISER N-1 (9)	0,00
				+
		D 002 RESULTAT REPOR	KIE OU ANTICIPE (9)	0,00

	Chap / Art (1)		Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
_	TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES		510 000,00			

- (1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.
- (2) La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.
- (3) Hors restes à réaliser.
- (4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.
- (5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DF 042 = RI 040.
- (6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).
- (7) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.
- (8) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.
- (9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).



Chap / Art. (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	131 619,00	120 000,00	120 000,00
70688	Autres prestations de services	111 619,00	100 000,00	100 000,00
70871	Remb. frais par collectivité rattachemen	20 000,00	20 000,00	20 000,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	400 000,00	390 000,00	390 000,00
7552	Prise en charge déficit BA administratif	400 000,00	390 000,00	390 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	531 619,00	510 000,00	510 000,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections (5) (6) (7)	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section (8)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
TOTAL DI	ES RECETTES DE FONCTIONNEMENTDE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	531 619,00	510 000,00	510 000,00
				+
RESTES A REALISER N-1 (9)				0,00
+				
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (9)			0,00
				=
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES 510 00			

⁽¹⁾ Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

⁽²⁾ La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.

⁽³⁾ Hors restes à réaliser.

⁽⁴⁾ Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⁽⁵⁾ Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RF 042 = DI 040.

⁽⁶⁾ Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

⁽⁷⁾ Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

⁽⁸⁾ Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

⁽⁹⁾ Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

VOTE DU BUDGET	I
SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES	B1

Chap / Art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	30 000,00	50 000,00	50 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	30 000,00	50 000,00	50 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	30 000,00	50 000,00	50 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
Tota	I des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES REELLES	30 000,00	50 000,00	50 000,00
•••				
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5)	0,00	0,00	0,00
	Reprises sur autofinancement antérieur (6)	0,00	0,00	0,00
	Charges transférées	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	0,00	0,00	0,00
		 		
	S DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	30 000,00	50 000,00	50 000,00
		RESTES A	A REALISER N-1 (8)	+ 0,00
	+			
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (8)			0,00	
				= 50 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES				

⁽¹⁾ Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

⁽²⁾ La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.

⁽³⁾ Hors restes à réaliser.

⁽⁴⁾ Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⁽⁵⁾ Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 040 = RF 042.

⁽⁶⁾ Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

⁽⁷⁾ Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.

⁽⁸⁾ Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

-		
	VOTE DU BUDGET	I
	SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES	B2

Chap / Art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	45 000,00	45 000,00
1641	Emprunts en euros	0,00	45 000,00	45 000,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	45 000,00	45 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
Tot	al des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	0,00	45 000,00	45 000,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	28 475,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections (5) (6)	1 525,00	5 000,00	5 000,00
28188	Autres immo. corporelles	1 525,00	5 000,00	5 000,00
TOTAL D	ES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	30 000,00	5 000,00	5 000,00
041	Opérations patrimoniales (7)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	30 000,00	5 000,00	5 000,00
			•	
TOTAL DE	S RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	30 000,00	50 000,00	50 000,00
				+
		RESTES A	REALISER N-1 (8)	0,00
				+
	R 001 SOLDE D'EXECU	TION POSITIF REPORT	E OU ANTICIPE (8)	0,00
				=
	TOTAL DES RE	CETTES D'INVESTISSE	MENT CUMULEES	50 000,00

⁽¹⁾ Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par l'établissement.

⁽²⁾ La comparaison avec le budget précédent s'effectue par rapport à la colonne du budget primitif de l'exercice précédent ou du budget cumulé de l'exercice précédent.

⁽³⁾ Hors restes à réaliser.

⁽⁴⁾ Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

⁽⁵⁾ Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, RI 040 = DF 042.

⁽⁶⁾ Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

- (7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, DI 041 = RI 041.
- (8) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN	
METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	
Biens de faible valeur	
Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du	1997-12-16
CGCT): 1524.49 €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif,	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
variable)			
L	RESEAUX D'ASSAINISSEMENT	60	28/01/1992
L	BATIMENTS DURABLES	60	28/01/1992
L	ENGINS DE TRAVAUX PUBLICS	8	28/01/1992
L	LOGICIELS	2	05/11/1996
L	MATERIEL INFORMATIQUE	5	05/11/1996
L	CAMIONS ET VEHICULES INDUSTRIELS	8	05/11/1996
L	VEHICULES	10	05/11/1996
L	MATERIEL DE BUREAU	10	05/11/1996
L	MATERIEL CLASSIQUE	10	05/11/1996
L	EQUIPEMENTS SPORTIFS	15	05/11/1996
L	MOBILIER	15	05/11/1996
L	APPAREIL DE LABORATOIRE	10	05/11/1996
L	BATIMENTS LEGERS - ABRIS	15	05/11/1996
L	PLANTATIONS	20	05/11/1996
L	EQUIPEMENTS DE GARAGE ET ATELIERS	15	05/11/1996
L	EQUIPEMENTS DE CUISINE	15	05/11/1996
L	INSTALLATIONS ET APPAREILS DE CHAUFFAGE	20	05/11/1996
L	AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE BATIMENT, INSTALLATIONS ELECTRIQUES ET TELEPHONIQUES	20	05/11/1996
L	INSTALLATIONS DE VOIRIE	30	05/11/1996
L	APPAREIL DE LEVAGE -ASCENSEURS	30	05/11/1996
L	COFFRE-FORT	30	05/11/1996
L	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENT DE TERRAINS	30	05/11/1996
L	FONDS DE CONCOURS	5	16/12/1997
L	INSTALLATIONS DE TRAITEMENT D'EAU POTABLE	15	04/04/2006
L	OUVRAGE DE GENIE CIVIL POUR LE CAPTAGE, LE TRANSPORT ET LE TRATIEMENT DE L'EAU POTABLE	40	04/04/2006
L	CANALISATION D'ADDUCTION D'EAU	40	04/04/2006
L	FRAIS D'ETUDES ET FRAIS D'INSERTION NON SUIVIS DE REALISATION	5	04/04/2006
L	SUBVENTION D'EQUIPEMENT POUR DES BIENS MOBILIERS, MATERIEL OU ETUDES	5	18/12/2012
L	SUBVENTION D'EQUIPEMENT POUR DES BIENS IMMOBILLIERS OU INSTALLATIONS	15	18/12/2012
L	SUBVENTION D'EQUIPEMENT POUR DES PROJETS D'INFRASTRUCTURE D4INTERET NATIONAL	30	18/12/2012
L	SUBVENTION D'EQUIPEMENT AUTRES	5	18/12/2012

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A5.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		0,00	0,00
16 Empru	nts et dettes assimilées (A)	0,00	0,00
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses	et transferts à déduire des ressources propres (B)	0,00	0,00
10	Reprise de dotations, fonds divers et réserves		
10 Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	Subv. invest. transférées cpte résultat	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3)	Solde d'exécution D001 (3)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	0,00	0,00	0,00	0,00

⁽¹⁾ Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

⁽²⁾ Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

⁽³⁾ Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

II – ANNEXES	II
ELEMENTS DU BILAN	
EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A5.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
RECETTE	S (RESSOURCES PROPRES) = a + b	5 000,00	III 5 000,00
Ressourc	es propres externes de l'année (a)	0,00	0,00
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières		
Ressourc	es propres internes de l'année (b) (3)	5 000,00	5 000,00
15	Provisions pour risques et charges		
169	Primes de remboursement des obligations	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées		
27	Autres immobilisations financières		
28	Amortissement des immobilisations		
28188	Autres immo. corporelles	5 000,00	5 000,00
29	Prov. pour dépréciat° immobilisations		
31	Matières premières (et fournitures) (4)		
33	En-cours de production de biens (4)		
35	Stocks de produits (4)		
39	Prov. dépréciat° des stocks et en-cours		
481	Charges à rép. sur plusieurs exercices		
49	Prov. dépréc. comptes de tiers		
59	Prov. dépréc. comptes financiers		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	Virement de la sect° de fonctionnement	0,00	0,00

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (5)	Solde d'exécution R001 (5)	Affectation R1068 (5)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00

	Mon	tant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	0,00
Ressources propres disponibles	IV	5 000,00
Solde	V = IV – II (6)	5 000,00

⁽¹⁾ Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

⁽²⁾ Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

⁽³⁾ Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

⁽⁴⁾ Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

(5) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(6) Indiquer le signe algébrique.

II – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 - ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	ЕМ	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOI BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL	
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
Directeur général des services Directeur général adjoint des services Directeur général des services techniques Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53		0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	0,00 0,00 0,00 0,00	
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE TECHNIQUE (c)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE SOCIALE (d)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE SPORTIVE (g)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE CULTURELLE (h)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE ANIMATION (i)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
FILIERE POLICE (j)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	

⁽¹⁾ Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

⁽²⁾ Catégories : A, B ou C.

⁽³⁾ Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps comptet sont comptabilisés à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

⁽⁴⁾ Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple: un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex: CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

⁽⁵⁾ Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

II – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 - FTAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

OT EINTEGET ERCONNELL NO OTTO THE CONTROL CONT								
AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES	SECTEUR	REM	IUNERATION (3)	CONTRAT			
	(1)	(2)	Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)		
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00				
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00				
Adjoint technique territorial	С	TECH	347	0,00	3-2 3-2 : Vacance temporaire d'un emploi	CDD Contrat à durée déterminée		
Agent de maîtrise	С	TECH	445	0,00	3-2 3-2 : Vacance temporaire d'un emploi	CDD Contrat à durée déterminée		
TOTAL GENERAL				0,00				

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM: Administratif.

TECH: Technique.

URB: Urbanisme (dont aménagement urbain).

S : Social.

MS : Médico-social.

MT : Médico-technique.

SP : Sportif. CULT : Culturel

ANIM: Animation.

PM: Police.

OTR: Missions non rattachables à une filière.

- (3) REMUNERATION: Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).
- (4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
 - 3-a°: article 3, 1er alinéa: accroissement temporaire d'activité.
 - 3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
 - 3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
 - 3-2: vacance temporaire d'un emploi.
 - 3-3-1°; absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
 - 3-3-2°: emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
 - 3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
 - 3-3-4°: emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
 - 3-3-5°: emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public. 3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.

 - 38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
 - 47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
 - 110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
 - 110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
 - A : autres (préciser).
- (5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).
- (6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.
- (7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.
- (8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 59 Nombre de membres présents : 41 Nombre de suffrages exprimés : 54

VOTES:
Pour: 54
Contre: 0
Abstentions: 0

Date de convocation : 12/12/2018

Présenté par le président (1), A CERGY PONTOISE, le 18/12/2018 le président,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire A CERGY PONTOISE, le 18/12/2018 Les membres de l'assemblée délibérante (2),

	<u> </u>
ARIES Bénédicte	
BENSEDDIK Abdelmalek	
BESNOUIN Anne-Marie	
BOURDOU Pascal	
BOUSSON Daniel	
BREDA Béatrice	
CHATELAIN Annaëlle	
COLLOT Marie-Madeleine	
CORNELOUP Nadège	
CORVIN Elina	
COUCHOT Sylvie	
COURTIN Françoise	
DAGUE Didier	
DENIS Marc	
DIARRA Moussa	
DIGNE Daniel	
FOFANA Hawa	
FROMENTEIL Anne	
GINGUENE Maryse	
HOUILLON Philippe	
HUMBERT Thibault	

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

JAOUEN Elvira	
JEANDON Jean-Paul	
JUMELET Michel	
KALNIN Céline	
LAPERTEAUX Cédric	
LE CAM Gilles	
LEFEBVRE Dominique	
LEFEBVRE Monique	
LEVESQUE Jean-Michel	
LITZELLMANN Régis	
LOBRY Eric	
MARCUSSY Béatrice	
MATHON Claude	
MAURICE Yannick	
MAZAUDIER Marie	
MERIZIO Monique	
MILI Rebiha	
MOTYL Joël	
NICOLLET Eric	
NKANWA NJINKE Raoul	
PELISSIER Véronique	
PEZET Emmanuel	
PRIEZ Tatiana	
RICHARD Alain	
ROLLET Jean-Marie	
RUTAULT Gérald	
SAINT GERMES Rose Marie	
SCAVO Christophe	
SEIMBILLE Gérard	

II – ANNEXES	II
ARRETE ET SIGNATURES	D2

SIBIEUDE Thierry	
TECHER Hervé	
THOMASSIN Thierry	
TOURNERET Frédérick	
TRAORE Mohamed Lamine	
VEYRINE Jean-Christophe	
WANNER Jean-Claude	
WISNIEWSKI Alexandra	
YEBDRI Malika	

Certifié exécutoire par le président (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A, le

⁽¹⁾ Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

⁽²⁾ L'assemblée délibérante étant : Le Conseil Communautaitre.